



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

MP.PP/AC.2/2004/2
30 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Réunion des Parties à la Convention sur l'accès
à l'information, la participation du public au processus
décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement

Groupe de travail des organismes génétiquement modifiés

RAPPORT DE LA TROISIÈME RÉUNION

1. La troisième réunion du Groupe de travail des organismes génétiquement modifiés (OGM) s'est tenue à Genève du 24 au 26 mars 2004.
2. Y ont participé des représentants des Gouvernements des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Irlande, Italie, Kirghizistan, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine. La Commission des Communautés européennes était également représentée.
3. Des représentants du Fonds pour l'environnement mondial (projet d'élaboration et d'application de cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/FEM) ont assisté à la réunion.
4. Les organisations environnementales régionales ci-après étaient représentées: Centre régional pour l'environnement de l'Europe centrale et orientale (CRE) et Centre régional russe pour l'environnement.

5. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient également représentées: Amis de la Terre (Ukraine), CropLife International, EcoForum européen, GLOBE Europe, International Environmental Resources, Réseau interdisciplinaire biosécurité (Suisse), et Union pour la protection des droits des consommateurs (Arménie).

6. M. Helmut Gaugitsch (Autriche), Président du Groupe de travail, a ouvert la réunion en rappelant aux participants le mandat du Groupe tel que défini dans la décision I/4 de la Réunion des Parties, et a invité les délégations à examiner et à poursuivre le travail effectué lors des deux réunions précédentes afin de choisir et d'élaborer les options juridiquement contraignantes les plus appropriées pour la participation du public au processus décisionnel sur les organismes génétiquement modifiés pour décision et, le cas échéant, adoption à la deuxième réunion des Parties. Le Président a informé le Groupe de travail des résultats de la première réunion du Groupe de travail des Parties (23-24 octobre 2003), lors de laquelle celui-ci avait invité le Groupe de travail des organismes génétiquement modifiés à continuer de s'efforcer de s'acquitter de son mandat en temps opportun.

7. Le Président a aussi brièvement rendu compte des résultats de la première réunion des Parties au Protocole de Cartagena, et en particulier des décisions étroitement liées aux thèmes de la Convention d'Aarhus, à savoir relatives à l'adoption d'un programme de travail à mi-parcours et au renforcement des capacités en ce qui concerne l'application de l'article 23 du Protocole.

8. Donnant suite à une demande faite par le Groupe de travail à sa deuxième réunion (1^{er}-3 octobre 2003), le secrétariat avait adressé une lettre au secrétariat de la Convention sur la diversité biologique pour discuter des possibilités de coopération sur ces questions. En réponse à cette lettre, M. Hamdallah Zedan, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, avait mis l'accent sur le rôle important qu'avait la Convention d'Aarhus pour promouvoir la participation du public au processus décisionnel sur les OGM et était convenu que le Protocole de Cartagena et la Convention d'Aarhus pourraient se compléter et s'appuyer mutuellement. En outre, M. Zedan exprimait la conviction que les résultats des processus engagés au titre de la Convention d'Aarhus, en particulier les débats au sein du Groupe de travail des OGM, constitueraient une contribution significative à l'examen des sujets traités dans le Protocole de Cartagena.

I. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

9. Le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour de la réunion tel qu'il figure dans le document MP.PP/AC.2/2004/1.

II. FORMULES JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANTES ENVISAGEABLES POUR DÉVELOPPER L'APPLICATION DE LA CONVENTION AUX ORGANISMES GÉNÉTIQUEMENT MODIFIÉS

10. À la deuxième réunion du Groupe de travail et dans les observations communiquées avant la troisième réunion, quelques délégations avaient proposé d'examiner la possibilité de poursuivre une approche différenciée en ce qui concerne l'élaboration d'options juridiquement contraignantes dans le cadre de la Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et

d'Asie centrale (SEECAC) adoptée à la cinquième Conférence ministérielle «Un environnement pour l'Europe» (Kiev, 21-23 mai 2003). Le Président a invité M^{me} Mary Pat Silveira (CEE-ONU), secrétaire du processus «Un environnement pour l'Europe», à informer le Groupe de travail au sujet de ce processus. M^{me} Silveira a instruit le Groupe de travail de l'historique et de la structure du processus, ainsi que de ses fonctions en regard des instruments juridiques régionaux relatifs à l'environnement. Tandis que le processus «Un environnement pour l'Europe» avait fait bon accueil et encouragé à la négociation, à l'adoption et à la ratification d'instruments juridiques, ni la Conférence ministérielle ni son groupe préparatoire ne s'étaient pour autant engagés dans la négociation de nouveaux instruments. La Stratégie, qui avait été conçue comme un partenariat entre tous les États membres de la CEE-ONU, favorisait les approches prudentes dans le processus décisionnel sur l'utilisation des OGM en invoquant le principe de précaution.

11. Afin de promouvoir l'échange d'information sur la mise en œuvre du Protocole de Cartagena, le Président a invité les représentants du projet PNUE/FEM d'élaboration et d'application de cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques à faire connaître l'état d'avancement de leurs travaux. Il a explicitement été précisé que les pays qui mènent la SEECAC sont actifs dans l'élaboration et la mise en œuvre de cadres nationaux pour la prévention des risques biologiques. M. Christopher Briggs et M. Piet van der Meer (PNUE/FEM) ont rendu compte des projets correspondants, en particulier en ce qui concerne leur composante relative à la participation du public et la prise en compte des directives d'Aarhus. Cette composante prévoit à la fois l'exigence d'inclure un large éventail de parties prenantes au sein des comités nationaux de coordination, y compris tous les ministères compétents des pays participants, et l'application de la législation publique nationale sur la participation et des mécanismes y relatifs dans le processus décisionnel sur les OGM. Les versions électroniques de ces présentations peuvent être trouvées sur le site <http://www.unece.org/env/pp/gmo.htm>. Les projets devraient tous être achevés en 2004-2005. Tous les pays participants qui n'avaient pas encore signé ou n'avaient pas ratifié le Protocole s'étaient engagés à ce qu'il soit ratifié avant la clôture des projets. De l'avis du PNUE/FEM, l'analyse préliminaire ne semblait pas indiquer que les pays participant à la SEECAC considéraient à ce stade que la participation du public faisait défaut. Quelques délégations ont exprimé leur désaccord.

12. Le Président a invité les délégations à tenir compte de ces évolutions et de ces processus importants, et à pousser de l'avant l'exploration des options juridiquement contraignantes envisageables pour élargir l'application de la Convention au processus décisionnel concernant les OGM. Un débat général a été consacré aux observations soumises à l'issue de la deuxième réunion du Groupe de travail sur les possibilités de poursuivre une approche différenciée et sur les éléments des options juridiquement contraignantes préférées. Des divergences analogues à celles qui avaient été exprimées lors du débat de la réunion précédente sont apparues. Les délégations des pays membres de l'UE étaient d'avis qu'il leur serait très difficile de prendre position sur une forme particulière d'option juridiquement contraignante dans l'attente de progrès sur d'autres points de la décision I/4. Quelques délégations de l'UE ont déclaré qu'il faudrait acquérir plus d'expérience de l'application de la législation appropriée de l'UE et des Directives adoptées à la première Réunion des Parties, ainsi qu'en ce qui concerne les alinéas 3 a, b et c de la décision I/4. D'autres délégations ont estimé que le Groupe de travail devrait poursuivre l'exploration d'une approche juridiquement contraignante éventuelle. Une telle approche était considérée comme nécessaire pour faire en sorte

qu'un cadre juridique adéquat pour ce qui est de la participation du public soit en place dans tous les pays de la région de la CEE-ONU.

13. Pour structurer le débat, le Président a invité le Groupe de travail à examiner et à discuter de trois options qui, à son sens, avaient trouvé l'appui le plus large dans les discussions antérieures et dans les propositions communiquées avant la réunion par les délégations qui étaient en mesure d'exprimer une opinion.

Option 1: Suppression du paragraphe 11 de l'article 6, et inclusion des OGM à l'annexe I;

Option 2: Insertion d'une nouvelle disposition à l'article 6, sous un alinéa 1 *a bis*, modification du paragraphe 11 de l'article 6, et ajout d'une nouvelle annexe;

Option 3: Soit remplacement du paragraphe 11 de l'article 6, soit suppression de ce paragraphe et insertion d'un nouvel article 6 *bis* renvoyant aux Principes directeurs et introduisant l'idée d'autres modalités dont traiter à la deuxième réunion des Parties.

Quelle que soit l'option retenue, une Partie aurait la faculté d'appliquer un cadre réglementaire national qui apporterait des garanties équivalentes. Le Président a présenté chacune des trois options et a invité les délégations à indiquer lesquelles seraient acceptables comme point de départ pour négocier les éléments d'une décision qui seraient présentés pour examen et adoption à la deuxième réunion ordinaire des Parties. Il a souligné que toutes les autres options restaient sur la table.

14. La délégation de l'Irlande, au nom de l'Union européenne et des États futurs adhérents, a exprimé une réserve générale en ce qui concerne une prise de position formelle sur l'une ou l'autre de ces trois options, mais a également dit bien vouloir adopter une approche constructive et discuter de toutes les options qui seraient proposées au débat.

15. Certaines délégations ont exprimé une préférence claire pour l'option 1, mais voulaient bien discuter également de l'option 2. D'autres délégations ont mis en cause le caractère approprié de l'option 1 en mettant l'accent sur la nécessité de discuter aussi de l'application des procédures de participation du public pour ce qui est de la recherche-développement, y compris les exemptions possibles. Une délégation a mis en cause l'applicabilité de l'option 1, estimant qu'elle pourrait engendrer des obligations contradictoires avec d'autres instruments juridiques internationaux.

16. Plusieurs délégations ont exprimé une préférence pour l'option 2, alors que d'autres ont estimé qu'il conviendrait d'avoir une vision plus claire de l'application des procédures de participation du public prévues à l'article 6, paragraphes 2 à 10, avant que cette option puisse être examinée plus avant.

17. À ce stade, l'option 3 n'a pas reçu d'appui manifeste, toutes les délégations étant convenues qu'il faudrait examiner plus avant, avant de poursuivre le débat sur celle-ci, la portée du processus décisionnel à couvrir par les procédures de participation du public aux termes de l'article 6, paragraphes 2 à 10. Plusieurs délégations ont jugé qu'il était besoin de s'accorder sur la définition de

la dissémination volontaire, tandis que d'autres doutaient que la référence faite dans cette option à des directives non juridiquement contraignantes soit possible dans un amendement à la Convention lui-même juridiquement contraignant.

Portée du processus décisionnel

18. Vu que plusieurs délégations estimaient qu'il était nécessaire de clarifier le champ d'application possible des procédures de participation du public au processus décisionnel concernant différents types d'activités relatives aux OGM, le Président a présenté un texte qui pourrait être inclus soit comme annexe I, soit comme annexe I *bis*, selon celle des trois options qui serait retenue. Il a proposé que les délégations examinent les quatre types suivants d'activités se rapportant aux OGM:

- a) Dissémination volontaire;
- b) Mise sur le marché;
- c) Utilisation confinée d'un micro-organisme génétiquement modifié (MGM);
- d) Utilisation confinée d'un OGM autre qu'un MGM.

Le Président a proposé que les délégations commencent par se concentrer sur le type des activités ayant trait aux OGM, sans tenir compte de l'applicabilité des dispositions énoncées à l'article 6, paragraphes 2 à 10.

19. En ce qui concerne le processus décisionnel relatif à la dissémination volontaire d'OGM, il y a eu accord général, l'UE et les pays adhérents mis à part, que la «dissémination volontaire» devrait être couverte, indépendamment de l'option juridiquement contraignante poursuivie, et que les définitions des termes clefs employés dans la législation de l'UE devraient être employées, à ceci près qu'il faudrait distinguer clairement entre «disséminer volontairement» et «mettre sur le marché». Quelques délégations ont proposé qu'il ne soit fait aucune exception en ce qui concerne la participation du public au processus décisionnel sur la dissémination volontaire d'OGM, tandis que d'autres ont été d'avis qu'il faudrait autoriser certaines exemptions, en particulier pour la recherche et l'industrie pharmaceutique.

20. En ce qui concerne le processus décisionnel relatif à la mise sur le marché d'OGM, quelques délégations ont précisé que cette activité différerait de manière significative des autres activités mentionnées à l'annexe I de la Convention et qu'elle ne devrait pas être incluse dans un amendement à la Convention. D'autres ont exprimé leur désaccord, déclarant qu'un tel processus décisionnel devrait faire l'objet de la participation du public.

21. Il n'y a pas eu de consensus sur le processus décisionnel relatif à l'utilisation confinée d'OGM. L'UE et quelques autres délégations ont souhaité que ce type d'activité soit exempté des clauses de participation du public, alors que d'autres ont estimé que les procédures de participation

du public devraient s'appliquer au processus décisionnel applicable à certaines utilisations confinées aussi bien des MGM que des autres OGM répondant à certains critères.

Applicabilité des dispositions relatives à la participation du public à différentes catégories de processus décisionnels

22. Pour structurer plus avant le débat et pour traiter de l'introduction de modifications en ce qui concerne le type d'activité qui devrait faire l'objet de la participation du public, le Président a présenté une version révisée de l'option 2. Celle-ci permettait d'appliquer différentes procédures de participation du public aux activités entrant dans chacun des trois types d'activités: dissémination volontaire, mise sur le marché et utilisation confinée.

23. Le Président a organisé en soirée une réunion informelle en groupe restreint pour effectuer des travaux préparatoires au nom de la plénière. Il a été précisé que toutes les conclusions du groupe restreint seraient portées devant la plénière, et que toute observation faite dans ce cadre serait sans préjudice des positions que les délégations pourraient adopter par la suite en plénière.

24. Sur la base de ces travaux préparatoires, le Groupe de travail a débattu de l'applicabilité de l'article 6, paragraphes 2 à 10, à la dissémination volontaire d'OGM autre que la mise sur le marché; et à la mise sur le marché d'OGM. La délégation de l'Irlande, au nom de l'UE et des États nouveaux adhérents, a exprimé une réserve générale en ce qui concerne l'adoption d'une position formelle sur les conclusions atteintes (par. 26 à 42 ci-après).

25. Il a été généralement convenu que quels que soient les changements qui, le cas échéant, pourraient être apportés à la Convention pour qu'elle porte sur les OGM, l'intention n'était pas de modifier les procédures de participation du public pour d'autres activités couvertes par la Convention. En d'autres termes, si certaines dispositions des paragraphes 2 à 10 n'étaient pas applicables aux OGM et si l'on décidait de modifier la Convention pour traiter plus complètement des OGM, cela se ferait le plus vraisemblablement en ajoutant du texte nouveau concernant les OGM plutôt qu'en modifiant les paragraphes 2 à 10 eux-mêmes.

Dissémination volontaire d'OGM autre que la mise sur le marché

26. L'article 6, paragraphe 2 e), sous sa forme actuelle a été considéré comme étant applicable à la dissémination volontaire d'OGM. Quelques délégations ont estimé qu'il pourrait devoir être explicitement mentionné que la disposition ne s'applique pas aux disséminations volontaires. D'autres ont considéré que, si la dissémination volontaire d'OGM ne faisait pas généralement l'objet d'une procédure nationale ou transfrontalière d'évaluation de l'impact sur l'environnement, cela signifierait simplement qu'il n'y aurait nul besoin d'informer spécifiquement le public que telle procédure était appliquée, à savoir que la clause ne présenterait aucun problème pour les disséminations volontaires. Le Président a proposé que la disposition puisse être appliquée en la qualifiant par l'expression «dans la mesure où cela est possible et approprié», puisque ne pas appliquer la disposition du tout serait faire un pas en arrière par rapport à la disposition existante de l'article 6, paragraphe 11, ce qui n'était vraisemblablement pas l'intention.

27. Le Groupe de travail est convenu que l'article 6, paragraphe 5, n'était pas particulièrement approprié dans le cas de la dissémination volontaire d'OGM mais, puisque la disposition était libellée en forme de recommandation et ne devait être appliquée que «lorsqu'il y a lieu», elle n'avait pas à être perçue comme problématique.

28. En ce qui concerne le paragraphe 6 de l'article 6, le Groupe de travail a considéré que si la disposition devait être ajustée pour qu'elle porte sur les disséminations volontaires d'OGM, cela devrait être fait en précisant que l'information ne devait en aucune circonstance être tenue confidentielle, à savoir que l'information devait être conforme à la Directive européenne 2001/18, article 25. Il a été pris note des conclusions antérieures du Groupe de travail à tel effet que les mentions des «déchets et émissions prévus» et des «émissions» faites aux alinéas *a* et *c* devraient être interprétées comme «les déchets prévus et leur traitement proposé» dans le cas d'OGM, et elles ont été approuvées. L'alinéa *e* a été jugé problématique par certaines délégations, car ce qu'il prescrivait n'était pas exigé par la législation de l'UE. D'autres délégations ont souligné que, si le demandeur n'avait étudié aucune solution de remplacement, la disposition n'exigeait pas que de telles études soient effectuées. Le Président a suggéré que l'ajout de la formule «si disponibles» pourrait rendre ce point plus clair.

29. Concernant le paragraphe 8 de l'article 6, la mention de la prescription que les résultats de la procédure de participation du public soient dûment pris en considération a été considérée par certaines délégations comme allant trop loin dans le cas de la dissémination volontaire d'OGM, et comme dépassant la législation existante de l'UE. D'autres délégations ont considéré cette disposition comme fondamentale. Quelques délégations ont estimé qu'une clarification de ce que «dûment prendre en considération» signifie pourrait être utile, tandis que d'autres ont précisé qu'aucune clarification n'était donnée pour les activités visées à l'annexe I, et que tenter une clarification pourrait avoir pour effet de rendre le texte prescriptif à l'excès. Le Président a proposé de régler ce point en précisant que «prendre dûment en considération» ne signifiait pas qu'il devait être répondu individuellement à chaque proposition émanant du public.

30. En ce qui concerne le paragraphe 10 de l'article 6, il a été noté qu'une demande de renouvellement d'un permis de dissémination volontaire dans le cadre de la législation de l'UE ne déclencherait pas une procédure de participation du public. Conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la Directive européenne 2001/18, ce n'est que si de nouvelles informations sur des risques significatifs pour la santé humaine ou pour l'environnement apparaissent que ces informations doivent être communiquées au public, mais même cela ne constitue pas la procédure de participation du public. C'est pour ces raisons que certaines délégations ont estimé qu'il ne serait pas approprié d'appliquer le paragraphe 10 de l'article 6 à la dissémination volontaire d'OGM. L'expression «les conditions dans lesquelles est exercée une activité» a également été considérée comme inadéquate. Quelques délégations ont estimé que puisque la disposition ne devait être appliquée que «lorsqu'il y a lieu», la situation en ce qui concerne les OGM était déjà réglée. Le Président a invité la Commission européenne à faire une proposition sur ce point à sa meilleure convenance.

31. Aucune autre disposition de l'article 6 n'a été jugée problématique pour ce qui est des disséminations volontaires autres que la mise sur le marché.

Mise sur le marché

32. En ce qui concerne le paragraphe 2 de l'article 6, le Groupe de travail a discuté des incidences de la mention du «public concerné». Il a été noté que dans le cas de l'Union européenne le marché en question est de quelque 300 millions de personnes et qu'il serait vain de songer à une notification individuelle. Toutefois il a également été noté que la disposition exigeait seulement que le public concerné soit informé «comme il convient, par un avis au public ou individuellement» et qu'il ne saurait manifestement «convenir» de faire tenir un avis individuel à chaque citoyen de l'UE chaque fois qu'un OGM est mis sur le marché.

33. En ce qui concerne l'article 6, paragraphe 2, alinéa *a*, il a été observé que la mise sur le marché n'était pas vraiment une activité; d'autre part, il a aussi été précisé que plusieurs autres «activités» mentionnées à l'annexe I n'étaient pas vraiment des activités, par exemple les barrages et les oléoducs.

34. En ce qui concerne l'article 6, paragraphe 2, alinéa *d* iii), quelques délégations ont exprimé des craintes au sujet de la mention d'auditions publiques dans le contexte de la mise sur le marché, vu que celles-ci n'étaient pas exigées par la législation de l'UE. D'autres ont considéré que le terme «envisagée» rend suffisamment clair qu'il n'y a pas exigence qu'une audition publique soit engagée pour chaque processus décisionnel couvert par la disposition, mais seulement que si une telle audition devait être tenue, l'information à ce sujet devrait être fournie.

35. En ce qui concerne l'article 6, paragraphe 2, alinéa *e*, les divergences de vues analogues à celles qui avaient porté sur les disséminations volontaires autres que la mise sur le marché se sont manifestées.

36. Le paragraphe 5 de l'article 6 a été considéré comme étant encore moins applicable à la mise sur le marché qu'aux autres disséminations volontaires, mais comme dans l'autre cas a été jugé non problématique du fait de la présence de la qualification «lorsqu'il y a lieu».

37. L'article 6, paragraphe 6, alinéa *a*, a été considéré comme n'étant pas approprié dans le cas de la mise sur le marché d'OGM. Il a été suggéré que le libellé de l'annexe IV, paragraphe A5, de la Directive européenne 2001/18 pourrait être utilisé: «description de la ou des zones géographiques et du ou des types d'environnement dans lesquels le produit est destiné à être utilisé [...], y compris, le cas échéant, l'ampleur estimée de l'utilisation dans chaque zone». Il a été estimé que le membre de phrase «y compris une estimation des déchets et des émissions prévus» pourrait dans le contexte de la mise sur le marché être reformulé pour devenir «y compris les conditions spécifiques d'utilisation et de manipulation», conformément à la formulation de la Directive européenne 2001/18, article 13, paragraphe 2, alinéa *c*.

38. Quelques délégations ont estimé qu'une mention spécifique de l'évaluation du risque à l'article 6, paragraphe 6, alinéa *b*, pourrait être utile, tandis que d'autres ont jugé que le libellé existant suffisait.

39. En ce qui concerne l'article 6, paragraphe 6, alinéa *c*, comme pour l'article 6, paragraphe 6, alinéa *a* il a été estimé que l'expression «y compris les émissions» pourrait dans le contexte de la mise sur le marché être reformulée pour devenir «y compris les conditions spécifiques d'utilisation et de manipulation».

40. L'alinéa *e* du paragraphe 6 de l'article 6, a donné lieu à un débat semblable à celui qui avait porté sur les autres disséminations volontaires, les opinions étant encore plus divergentes. Il a de nouveau été suggéré qu'ajouter «si disponibles» pourrait apporter un peu de clarté sur ce point.

41. En ce qui concerne le paragraphe 8 de l'article 6, la signification de la prescription de prendre dûment en considération les résultats de la participation du public a de nouveau retenu l'attention et quelques délégations l'ont considérée comme problématique étant donné le fait que cela n'était pas prescrit dans la législation de l'UE sur les OGM et vu le nombre du public concerné. Le Président a proposé de traiter de cette question comme cela avait été fait pour les disséminations volontaires, à savoir préciser que «prendre dûment en considération» ne signifie pas que chaque proposition émanant du public appelle une réponse individuelle.

42. En ce qui concerne le paragraphe 10 de l'article 6, une discussion semblable à celle qui avait porté sur la dissémination volontaire d'OGM a eu lieu, à cette différence près toutefois que dans ce cas-ci l'article 24 de la Directive européenne 2001/18 a été jugé par quelques délégations comme constituant un point de référence important. Le Président a invité la Commission européenne à faire une proposition à ce sujet à sa meilleure convenance.

Options pour examen plus approfondi

43. Le Président a présenté une version révisée de l'option 2, qui tentait de refléter les débats sur l'application de l'article 6, paragraphes 2 à 10, à certaines activités liées à la dissémination volontaire d'OGM et à la mise d'OGM sur le marché.

44. La délégation de l'Ukraine, au nom des pays souscrivant à la SEECAC, a présenté une autre option, dont le texte évoquait une différenciation possible de l'application des dispositions relatives à la participation du public énoncées à l'article 6, paragraphes 2 à 10, à certaines activités se rapportant aux OGM, y compris les disséminations volontaires, la mise sur le marché et les utilisations confinées.

45. La délégation de l'Irlande, au nom de l'Union européenne, a présenté un «document officiel» pour appuyer les efforts déployés par le Président, décrivant plusieurs options additionnelles qui, de l'avis des délégations des pays membres, enrichissaient la perspective sur le débat de la présente réunion et des réunions antérieures. Elle a demandé à ce que ce texte soit joint en annexe au présent rapport.

46. Le Président a proposé que toutes les options présentées soient jointes sous forme d'annexes au rapport de la réunion, à savoir l'option 1 du Président (annexe I), l'option 2 telle que révisée au cours de la réunion (annexe II), l'option 3 (annexe III), l'option présentée par les délégations SEECAC (annexe IV), et les diverses options évoquées dans le document officiel de l'Union européenne (annexe V). Ces options serviraient ensuite de base pour le débat du Groupe de travail à sa quatrième réunion.

47. Quelques délégations ont estimé qu'il importait de se concentrer sur un plus petit nombre d'options lors de la prochaine réunion, et ont été d'avis que certaines des options décrites dans le document officiel présenté au nom de l'Union européenne et des pays futurs adhérents allaient au-delà du mandat actuel.

III. AVENIR DU PROCESSUS

48. Pour préparer la prochaine réunion du Groupe de travail, prévue du 18 au 20 octobre 2004, les délégations ont été invitées à soumettre des observations sur toutes les options annexées au rapport de la réunion, y compris des avis sur la manière de combiner plusieurs options. Il a été convenu que toutes les observations reçues par le secrétariat seraient affichées sur le site de la Convention dans la langue dans laquelle elles auront été soumises. Aucune date limite particulière n'a été fixée pour ces observations, mais les délégations ont été invitées à communiquer leurs commentaires dès que possible et au moins deux semaines avant la réunion.

49. Le Groupe de travail a chargé le Bureau et le secrétariat d'établir un projet de décision pour la deuxième réunion des Parties (Almaty (Kazakhstan), mai 2005). Les délégations ont été invitées à soumettre des propositions pour ce projet de décision d'ici au 15 juin 2004.

50. Le Groupe de travail est convenu que, au besoin, le Président consulterait à nouveau le groupe restreint (voir par. 23) pour qu'il l'aide à préparer la prochaine réunion.

IV. ADOPTION DU RAPPORT ET CLÔTURE DE LA RÉUNION

51. Le Groupe de travail a adopté le rapport, étant entendu que les délégués francophones et russophones réservaient leurs positions jusqu'à ce que le rapport soit disponible en français et en russe. Le Président a remercié les délégations de leurs contributions et s'est félicité qu'elles aient entrepris de traiter concrètement du fond des questions. Il a invité les délégations à continuer à travailler sur ces questions pendant la période intersessions, en gardant présent à l'esprit le mandat du Groupe de travail, et a exprimé l'espoir que les progrès accomplis à la prochaine réunion permettraient au Groupe de travail de mener sa tâche à bonne fin. Enfin, il a remercié le secrétariat et les interprètes de leur travail et a levé la séance.

Annexe I

OPTION 1: Proposée par le Président

Article 6

Supprimer le paragraphe 11.

Annexe I

Paragraphe 20

Après les paragraphes 1 à 19 ci-dessus, insérer et 21 *bis*

Insérer un nouveau paragraphe libellé comme suit:

21 *bis* [Sauf en ce qui concerne une quelconque Partie qui aurait mis en place un cadre réglementaire national assurant une garantie équivalente d'exercice par le public du droit de participation au processus décisionnel tendant à autoriser ou non de telles activités, les] [Les] activités ci-après mettant en jeu des organismes génétiquement modifiés (OGM):

- a) La dissémination volontaire d'un OGM⁴ à une fin quelconque autre que sa mise sur le marché⁵ [, sauf si:
 - i) Une telle dissémination [sur le même site et] dans des conditions comparables a déjà été approuvée dans le cadre d'une procédure de participation du public conforme aux prescriptions des paragraphes [2 à 10] de l'article 6; ou
 - ii) Une expérience suffisante⁶ de la dissémination de cet OGM a été acquise];
- b) La mise sur le marché d'un OGM⁷ [, sauf si:
 - i) Celle-ci a déjà été autorisée dans le cadre d'une procédure de participation du public conforme aux prescriptions des paragraphes [2 à 10] de l'article 6 et l'autorisation accordée doit être renouvelée; ou
 - ii) Elle est effectuée en vue de l'exécution de travaux de recherche ou de la constitution de collections de cultures];
- [c) L'utilisation confinée d'un micro-organisme génétiquement modifié (MGM)⁸, si:
 - i) Il n'est pas prévu qu'elle ait lieu dans des installations de production industrielle à grande échelle;
 - ii) Le MGM en question est classé dans la catégorie de risque 3 ou 4;
 - iii) Des plans d'intervention d'urgence sont jugés nécessaires pour l'utilisation du MGM dans une installation; [et] [ou]

- iv) Le MGM n'a pas encore été utilisé [sur le même site et] dans des conditions comparables ni été approuvé dans le cadre d'une procédure de participation du public conforme aux prescriptions des paragraphes [2 à 10] de l'article 6;]
- [d) L'utilisation confinée d'un OGM autre qu'un MGM⁹, si:
 - i) Des plans d'intervention d'urgence sont jugés nécessaires pour l'utilisation de l'OGM dans une installation; et
 - ii) L'OGM n'a pas encore été utilisé [sur le même site et] dans des conditions comparables ni été approuvé dans le cadre d'une procédure de participation du public conforme aux prescriptions des paragraphes [2 à 10] de l'article 6.]

Ajouter les notes ci-après:

Notes

⁴ Aux fins de la présente Convention, l'expression «organisme génétiquement modifié» ou «OGM» désigne un organisme, exception faite des êtres humains, dont le matériel génétique a été altéré de manière telle que la modification ne se produit pas naturellement par la reproduction sexuée et/ou la recombinaison naturelle.

⁵ Aux fins de la présente Convention, l'expression «dissémination volontaire d'un OGM» désigne toute introduction intentionnelle dans l'environnement d'un OGM ou d'une combinaison d'OGM pour laquelle aucune mesure de confinement spécifique n'est prise afin de limiter les contacts avec l'ensemble de la population et l'environnement et pour assurer à ceux-ci un niveau élevé de sécurité.

⁶ [Définition de l'«expérience suffisante» à rédiger en s'inspirant de l'annexe V de la Directive européenne 2001/18/EC relative à la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement.]

⁷ Aux fins de la présente Convention, l'expression «mise sur le marché» désigne la mise à disposition de tiers, moyennant paiement ou gratuitement.

⁸ Aux fins de la présente Convention, l'expression «utilisation confinée d'un MGM» désigne toute activité dans laquelle un micro-organisme est génétiquement modifié ou dans laquelle un micro-organisme génétiquement modifié est mis en culture, entreposé, transporté, détruit, éliminé ou utilisé d'une quelconque autre manière et pour laquelle des mesures spécifiques de confinement sont prises afin de limiter les contacts avec l'ensemble de la population et l'environnement.

⁹ Aux fins de la présente Convention, l'expression «utilisation confinée d'un OGM autre qu'un MGM» désigne toute activité dans laquelle un organisme qui n'est pas un micro-organisme est génétiquement modifié ou dans laquelle un organisme génétiquement modifié est mis en culture, entreposé, détruit, éliminé ou utilisé d'une quelconque autre manière et pour laquelle des mesures spécifiques de confinement sont prises afin de limiter les contacts avec l'ensemble de la population et l'environnement.

Annexe II

OPTION 2: Proposée par le Président (et telle que révisée au cours de la réunion)

Article 6

Insérer nouveau paragraphe 1 *bis* ainsi libellé:

a) Chaque Partie applique, sous réserve des conditions ci-après [et du paragraphe 11 ci-après], les dispositions du présent article en ce qui concerne les décisions d'autoriser ou non les activités proposées énumérées à l'annexe I *bis*, paragraphe a):

- [i) Les dispositions des paragraphes 2 e), 6 e) et 10 ne s'appliquent que dans la mesure où cela est possible et approprié;]
- ii) Nonobstant la mention faite au paragraphe 6 du droit des autorités publiques de refuser de révéler certaines informations conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4, les informations suivantes doivent dans tous les cas être révélées:
 - Une description générale de l'OGM ou des OGM, le nom et l'adresse du notifiant, le but de la dissémination, le lieu de la dissémination, et les utilisations prévues;
 - Les méthodes et plans de suivi de l' OGM ou des OGM et d'intervention d'urgence;
 - L'évaluation du risque pour l'environnement;
- iii) Aux alinéas 6 *a* et *c*, les mentions des «déchets et émissions prévus» et des «émissions» sont dans les deux cas interprétées comme se rapportant aux «déchets prévus et à leur traitement proposé» [;
- iv) L'obligation de prendre dûment en considération les résultats de la participation du public ne s'interprète pas comme créant l'obligation de donner des réponses individuelles aux avis émanant du public];

b) Chaque partie applique, sous réserve des conditions ci-après [et du paragraphe 11 ci-dessous], les dispositions du présent article en ce qui concerne les décisions d'autoriser ou non les activités proposées énumérées à l'annexe I *bis*, paragraphe b):

- [i) Les dispositions des paragraphes 2 d) iii), 6 e) et 10 ne s'appliquent que dans la mesure où cela est possible et approprié;]
- ii) Nonobstant la mention faite au paragraphe 6 du droit des autorités publiques de refuser de révéler certaines informations conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 4, les informations suivantes doivent dans tous les cas être révélées:

- Une description générale de l'OGM ou des OGM, le nom et l'adresse du notifiant, le but de la dissémination, le lieu de la dissémination, et les utilisations prévues;
 - Les méthodes et plans de suivi de l' OGM ou des OGM et d'intervention d'urgence;
 - L'évaluation du risque pour l'environnement;
- iii) L'expression «une description du site» au paragraphe 6 a) s'interprète comme se rapportant à la «description de la ou des zones géographiques et du type ou des types d'environnement dans lesquels il est prévu d'utiliser le produit, y compris, dans la mesure possible, l'ampleur estimative de l'utilisation dans chaque zone», et l'expression «une évaluation des déchets et des émissions prévus» s'interprète comme se rapportant aux «conditions spécifiques d'utilisation et de manipulation»;
- iv) À l'alinéa 6 c, la mention des «émissions» dans le contexte de la mise sur le marché s'interprète comme se rapportant aux «conditions spécifiques d'utilisation et de manipulation» [;
- v) L'obligation de prendre dûment en considération les résultats de la participation du public ne s'interprète pas comme créant l'obligation de donner des réponses individuelles aux avis émanant du public];

c) Chaque partie applique [, sous réserve du paragraphe 11 ci-dessous,] les dispositions [énoncées aux paragraphes ...] du présent article aux décisions d'autoriser ou non les activités proposées énumérées à l'annexe I *bis*, paragraphes c) et d).

Au paragraphe 11, remplacer le texte par ce qui suit:

[Les dispositions du paragraphe 1 *bis* ci-haut ne s'appliquent pas aux Parties qui ont mis en place un cadre réglementaire national qui assure une garantie équivalente du droit de participation du public au processus décisionnel relatif à l'autorisation ou non d'activités mettant en jeu des organismes génétiquement modifiés.]

Annexe

Ajouter une nouvelle annexe I *bis* ainsi libellée:

Liste d'activités visées à l'article 6, paragraphe 1 *bis*

Les activités ci-après mettant en jeu des organismes génétiquement modifiés (OGM):

[le texte se poursuivrait tel qu'il figure dans l'option précédente (annexe I au présent rapport, points a), b), c) et d)).]

Annexe III

OPTION 3: Proposée par le Président

Article 6

Soit: Remplacer le paragraphe 11 par ce qui suit:

Soit: Supprimer le paragraphe 11 et insérer un nouvel article 6 *bis* ainsi libellé:

Chaque partie prévoit la participation précoce et effective du public au processus décisionnel relatif à l'autorisation ou non de la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement. En donnant suite au présent [paragraphe][article], chaque Partie applique les dispositions des paragraphes [2 à 10] de l'article 6 si elle n'a pas un cadre réglementaire national qui assure des garanties équivalentes du droit de participation du public à de telles décisions, [et prend en considération les Principes directeurs relatifs à l'accès à l'information, à la participation du public et à l'accès à la justice en ce qui concerne les organismes génétiquement modifiés]. [La Réunion des Parties, à sa première session suivant l'entrée en vigueur du présent amendement, décidera des modalités et arrangements pratiques d'application du présent [paragraphe][article].]

Annexe IV

OPTIONS PROPOSÉES PAR LES PAYS MENANT LA SEECAC

Article 6, paragraphe 1

Insérer un nouvel alinéa *a bis* ainsi libellé:

Applique les dispositions relatives à la participation du public aux décisions portant sur les activités mettant en jeu des organismes génétiquement modifiés conformément aux modalités établies à l'annexe I *bis*.

Article 6, paragraphe 11

Supprimer ce paragraphe.

Annexe: Insérer une nouvelle annexe I *bis* ainsi libellée:

Organismes et micro-organismes génétiquement modifiés

1. La participation du public aux procédures décisionnelles sera prévue dans les domaines suivants des applications des OGM et des MGM, et adaptée aux exigences spécifiques de ces procédures et de ces utilisations:
 - a) Dissémination volontaire à des fins autres que la mise sur le marché;
 - b) Mise sur le marché;
 - c) Utilisations confinées de MGM et d'OGM.
2. Les décisions d'autoriser les disséminations volontaires d'organismes génétiquement modifiés à des fins autres que la mise sur le marché sont assujetties à l'article 6, paragraphes 2 à 9, à l'exception des alinéas 2 *e* et 6 *e*.
3. Les décisions d'autoriser la mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés sont assujetties aux dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 9, à l'exception des alinéas 2 *e* et 6 *a* et *e*. Les informations pertinentes prévues à l'article 6, paragraphe 6, donneront une description des zones (géographiques) concernées par l'activité proposée, y compris des conditions spécifiques d'utilisation et de manipulation.
4. Les décisions d'autoriser les micro-organismes génétiquement modifiés (MGM) et les organismes génétiquement modifiés (OGM) pour utilisation confinée sont assujetties aux dispositions de l'article 6, paragraphes 2 à 9, à l'exception des alinéas 2 *e* et 6 *e*. Les utilisations confinées de MGM et d'OGM autres que des MGM qui sont assujetties aux dispositions relatives à la participation du public énoncées à l'article 6 sont les suivantes:

- a) L'utilisation confinée dans des installations industrielles à grande échelle;
- b) L'utilisation confinée de MGM appartenant aux catégories de risque 3 ou 4;
- c) L'utilisation confinée de MGM et d'OGM autres que des MGM pour lesquels des plans d'urgence sont considérés comme nécessaires pour l'utilisation du MGM ou de l'OGM dans une installation.

5. Aux fins de la présente annexe, les informations ci-après ne sont pas tenues pour confidentielles par les Parties:

- a) Description générale de l'OGM ou des OGM, nom et adresse du notifiant, but de la dissémination, lieu de la dissémination et utilisations prévues;
- b) Méthodes et plans pour le suivi de l'OGM ou des OGM et pour intervention d'urgence;
- c) Évaluation du risque pour l'environnement.

Annexe V

DOCUMENT OFFICIEUX DE L'UE: AUTRES OPTIONS

1. Le Président déclare que, outre les trois options qu'il propose, d'autres solutions existent et restent sur la table. Pour refléter pleinement le débat des réunions antérieures et de ces deux dernières journées, le présent document officiel rappelle les autres options qui ont été mises sur table à un moment des négociations ou à un autre. La possibilité de soumettre d'autres options après cette troisième réunion n'est naturellement nullement exclue.

2. Le présent document officiel ne reflète aucune préférence ni aucun agrément des États membres de l'UE, des États nouveaux adhérents ou de la Commission pour l'une quelconque de ces options. Son but est de clarifier le débat sur les diverses options. Aucune analyse juridique de ces options n'ayant encore été faite, il est prématuré de discuter de cet aspect à la présente réunion du Groupe de travail.

3. Aux termes de la décision I/4, la liste des options n'est pas limitée aux amendements à la Convention, et il n'y a pas de limite au nombre des options qui peuvent être envisagées par le Groupe de travail et proposées pour une éventuelle décision des Parties à la Convention d'Aarhus à leur deuxième réunion ordinaire.

4. L'Union européenne examinera les options proposées par le Président ainsi que les autres options présentées dans le présent document officiel au cours de l'été pour préparer en temps utile la position qu'elle adoptera à la prochaine réunion du Groupe de travail.

A. Variante aux options du Président:

- Variante à la première section pour n'appliquer que les parties appropriées de l'article 6, paragraphes 2 à 10;
- Deuxième section: les cadres nationaux doivent tenir compte des impératifs de transparence accrue et d'une plus grande participation du public au processus décisionnel;
- En adoptant une telle approche, les Parties tiendront compte des autres engagements internationaux en cause et des activités connexes menées dans le cadre d'autres instances internationales.

B. Nouvel article:

- Un nouvel article visant les modalités spécifiques de consultation du public en ce qui concerne les OGM, en totale indépendance des dispositions de l'article 6 aussi bien que de l'annexe I, avec ou sans suppression du paragraphe 11 de l'article 6.

C. Modification du paragraphe 11 seulement de l'article 6:

- Modification du paragraphe 11 de l'article 6 pour i) supprimer la mention «dans la mesure où cela est possible et approprié» et ii) remplacer la référence à l'application de l'article 6 par une référence au principe d'une consultation du public effective et selon des délais raisonnables (libellé de l'UE et du Protocole de Cartagena). Cette modification renforcerait l'obligation créée par le paragraphe 11 de l'article 6 (qui continuerait de devoir être appliqué en conformité avec la législation nationale) et alignerait l'obligation faite aux Parties à la Convention d'Aarhus qui ne sont pas encore Parties au Protocole de Cartagena relatif à la biosécurité sur l'obligation faite au paragraphe 2 de l'article 23 du Protocole.

D. Processus Protocole de Cartagena/PNUE/FEM:

- o Éléments communs. Décision lors de la deuxième réunion ordinaire des Parties à la Convention d'Aarhus en vue de:
 - Préparer une contribution ayant trait aux directives existantes et à tous autres éléments se rapportant à la mise en œuvre de l'article 23 du Protocole de Cartagena, i) en ce qui concerne le renforcement des capacités, et ii) dans le contexte du programme de travail à moyen terme à compter de la deuxième réunion ordinaire des Parties au Protocole de Cartagena;
 - Encourager les Parties à la Convention d'Aarhus à ratifier le Protocole de Cartagena (ce qui comporte des conséquences juridiquement contraignantes pour les pays en établissant des obligations internationales plus prescriptives concernant la participation au processus décisionnel sur les OGM, et répond aux besoins exprimés de disposer d'un cadre national sur la biosécurité, y compris de procédures d'évaluation des risques et de décision);
 - Recommander de développer les mécanismes de participation du processus PNUE/FEM.
- o Sous-options éventuelles:
 - Décision contenant des principes ou des procédures à caractère de recommandation (comparables aux autres dispositions spécifiques visées à l'annexe 1 *bis* de la Convention d'Aarhus);
 - Supprimer le paragraphe 11 de l'article 6, et suspendre l'application de l'alinéa 1 *b* de l'article 6 en ce qui concerne les OGM;
 - User de décisions complémentaires des réunions des Parties à la Convention d'Aarhus et au Protocole de Cartagena.

E. «Un environnement pour l'Europe» et la stratégie SEECAC:

- Décision tendant à préparer une décision ministérielle dans le cadre du processus «Un environnement pour l'Europe» i) engageant (de façon juridiquement contraignante) tous les pays (ou certains pays) de la CEE-ONU à ratifier et à mettre en œuvre le Protocole de Cartagena s'ils ne l'ont pas encore fait, et ii) donnant d'autres orientations spécifiques quant à la façon de mettre en œuvre la participation du public au niveau national en ce qui concerne les OGM, conformément à la Convention d'Aarhus et au Protocole de Cartagena.
- Adoption d'un nouvel instrument juridique par les pays de la SEECAC et d'autres États ayant des besoins à cet égard sous les auspices de la CEE-ONU, en mettant en œuvre la stratégie SEECAC dans le cadre du processus «Un environnement pour l'Europe».

F. Établissement de normes:

- Modification des articles 2, 4 ou 6 (dans l'esprit des dispositions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, en mettant en relief l'intérêt particulier de directives et de normes spécifiques pour atteindre l'objectif de l'accord) pour préciser que les procédures nationales visant la participation du public mises en œuvre sur la base des directives existantes (à titre d'exemple non contraignant), ou de normes à élaborer ultérieurement sous la forme d'un manuel plus détaillé, répondraient aux objectifs de la Convention d'Aarhus.
